



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9305

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5873^e séance – matin

LA SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE AUX AFFAIRES POLITIQUES DÉCRIT DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ LA DÉTRESSE HUMANITAIRE DE LA POPULATION DE GAZA

La Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques, Mme Angela Kane, a fait état devant le Conseil de sécurité, ce matin, de la « très grande détresse humanitaire » de la population de Gaza. Les négociations bilatérales directes entre Israéliens et Palestiniens se poursuivent cependant à un rythme intensif, a-t-elle souligné.

Mme Kane qui présentait devant les membres du Conseil de sécurité l'exposé mensuel sur « la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne », a mis l'accent sur les explosions de violences toujours aussi importantes à Gaza et dans les environs. Gaza a été en proie à une très grande détresse humanitaire, tandis que les conditions en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ne se sont pas améliorées de manière significative en dépit d'efforts continus, a-t-elle observé.

Au cours de la période examinée, 69 Palestiniens, dont 15 enfants, ont été tués par les forces de défense israéliennes, et 95 autres ont été blessés. De même, six Israéliens ont été tués et 27 autres blessés par des militants palestiniens. Mme Kane a indiqué qu'au moins 70 roquettes et mortiers avaient été tirés sur Israël ou des points de passage, tandis que le Hamas et d'autres organisations avaient lancé un certain nombre d'attaques contre des points de passage entre Gaza et Israël, lesquels constituent les seules portes d'entrée pour l'aide humanitaire. Une attaque terroriste, le 9 avril, contre un dépôt de carburant à Nahal Oz, a tué deux civils israéliens. Le 19 avril, un assaut du Hamas contre le point de passage de Kerem Shalom a fait 13 blessés parmi les soldats israéliens.

Les opérations aériennes et terrestres israéliennes contre des militants palestiniens à Gaza se sont intensifiées à la suite de l'attaque du 9 avril, a précisé Mme Kane. Le 16 avril, 12 civils palestiniens, dont des enfants et un caméraman, ont été tués lors d'une action israélienne de représailles après le meurtre de trois soldats israéliens, a-t-elle ajouté.

Le Secrétaire général continue de condamner les attaques à la roquette ou d'autres attaques par des militants contre des civils et contre des points de passage, a-t-elle souligné. Ces attaques ne menacent pas seulement les civils israéliens, elles causent aussi des souffrances inacceptables à la population civile de Gaza et risquent d'entraîner une escalade. Il condamne également les forces de défense israéliennes pour leurs opérations contre des militants qui provoquent des victimes civiles. Elle a réitéré les appels répétés du Secrétaire général pour la cessation de tous les actes de violence et pour que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et les droits de l'homme. Les mesures de châtement collectif ne devraient pas se poursuivre, a-t-elle déclaré.

La Sous-Secrétaire générale s'est dite également profondément alarmée par les perspectives d'une intensification de la violence, en raison des terribles conséquences pour les civils et la menace qu'un tel conflit pourrait poser à la sécurité de toutes les parties, à savoir les Palestiniens, Israël et l'Égypte. Elle a également appuyé et encouragé l'Égypte à poursuivre ses efforts en vue de ramener le calme à Gaza et la réouverture des points de passage, et à assurer la sécurité le long de la frontière. Elle a exhorté toutes les parties à travailler avec l'Égypte avec un sens de l'urgence et de la responsabilité et tous les États de la région qui exercent une influence à œuvrer au retour au calme.

Mme Kane a par ailleurs mis l'accent sur la grave pénurie de carburant. Avant l'attaque du 9 avril, environ 65% des besoins en carburant des centrales électriques de Gaza provenaient des importations, a-t-elle souligné. En raison de l'attaque, Nahal Oz a dû fermer du 9 au 21 avril, à l'exception de deux jours. Le Gouvernement israélien réexamine les mécanismes de sécurité pour assurer l'approvisionnement dans des conditions de sécurité, a-t-elle dit. Si le dépôt n'avait pas rouvert aujourd'hui, la centrale aurait fermé et la plupart des régions de Gaza auraient subi une augmentation des coupures d'électricité, a-t-elle poursuivi.

Le manque de carburant a eu également des conséquences sur l'eau et l'assainissement, a-t-elle souligné, précisant que 15 à 20% de la population recevait désormais de l'eau pendant trois à cinq heures tous les quatre jours. De même, le taux d'absentéisme des étudiants et des enseignants dans les écoles et les universités a atteint 20% en raison des problèmes de transport occasionnés par la pénurie de carburant. Les cours des quatre principales universités de Gaza ont été suspendus la semaine dernière, a-t-elle ajouté.

Mme Kane a expliqué que les institutions humanitaires étaient également très touchées. À partir de demain, si l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA) ne parvient pas à alimenter ses réserves de carburant, il devra cesser son assistance humanitaire à 650 000 réfugiés ainsi que les services de collecte d'ordures pour 500 000 habitants de Gaza, a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, la Sous-Secrétaire générale s'est félicitée de l'annonce faite par le Gouvernement israélien d'un certain nombre de mesures visant à faciliter les conditions en Cisjordanie, parmi lesquelles l'ouverture de postes de police de l'Autorité palestinienne supplémentaires, et a encouragé vivement à leur pleine mise en œuvre. Mme Kane a néanmoins regretté la poursuite de construction de nombreuses colonies ainsi que d'infrastructures, comme des routes, en faveur des colons. Elle s'est dite également très préoccupée par le fait que les institutions palestiniennes à Jérusalem-Est demeuraient fermées sur ordre israélien.

Au niveau diplomatique, Israéliens et Palestiniens poursuivent actuellement la série de négociations la plus intensive sur les questions de statut final depuis la rupture du processus politique il y a près de huit ans, a-t-elle déclaré. Les négociations bilatérales entre les parties clés du processus d'Annapolis comportent des réunions régulières à trois niveaux, entre le Président Abbas et le Premier Ministre Olmert, entre leurs équipes de négociation et entre les experts techniques. Le caractère confidentiel de ces réunions est maintenu, a-t-elle souligné, appelant à des progrès en faveur du but partagé de la conclusion d'un traité de paix avant la fin de l'année.

Les principaux acteurs du Quatuor se réuniront à Londres, le 2 mai prochain, afin de réexaminer tous les aspects du processus lancé à Annapolis ainsi que la situation sur le terrain, a-t-elle ajouté. Le Secrétaire général présidera cette réunion qui aura lieu en marge de celle, le même jour, du Comité de liaison spécial. Le Comité continue d'évaluer les progrès du développement économique et institutionnel palestinien depuis sa dernière réunion, à New York, en septembre dernier. Le Secrétaire général et le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, travaillent avec les parties, les partenaires régionaux et au sein du Quatuor en vue de soutenir le processus politique, encourager les actions visant à satisfaire les engagements et à améliorer les conditions sur le terrain, régler la grave situation humanitaire, politique et sécuritaire à et autour de Gaza. Les Nations Unies continuent d'œuvrer à assurer, par les négociations, la pleine mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité ainsi qu'une paix au Moyen-Orient juste, durable et totale, a assuré la Sous-Secrétaire générale.

S'agissant du Liban, Mme Kane a affirmé que le pays était au centre d'une crise politique intense empêchant l'élection du nouveau président. La présidence libanaise reste vacante depuis le 24 novembre dernier, a-t-elle rappelé, notant que la session parlementaire prévue le 22 avril pour cette élection n'avait pas eu lieu. Aucune nouvelle date n'a été fixée pour l'instant par le Président du Parlement, M. Nabih Berri, a-t-elle précisé.

En outre, la Sous-Secrétaire générale a fait état d'une importante augmentation du nombre de violations par l'aviation israélienne de l'espace aérien libanais. Elles furent au nombre de 282 en février, de 692 en mars et de 476 au cours de la première moitié du mois d'avril, a-t-elle dit. Ces survols constituent des violations de la souveraineté libanaise et de la Ligne bleue et continuent de saper la crédibilité de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et des Forces armées libanaises, a estimé la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel